Actualité | Les motions





Alors que des bouleversements sans précédent affectent l'Europe et le monde, c'est dans les valeurs du gaullisme que nous voulons puiser l'inspiration qui nous permettra de construire l'avenir.

Pendant des années, cette référence a pu paraître à certains démodée, en porte-à-faux avec l'évolution du monde. Mais alors que la mondialisation connaît sa première grande crise et que le tragique de l'Histoire s'impose de nouveau à nous, une certaine idée de l'Homme, de l'État, de la Nation et de la République redevient d'actualité.

Nous avons la conviction, qui était celle du Général de Gaulle, que la politique peut et doit encore influencer le cours de l'Histoire et qu'elle ne doit pas suivre l'économie et la finance mais les précéder.

GAULLISME, AVENIR POUR LA FRANCE

Au cœur des valeurs gaullistes, il y a l'Homme.

Nous voulons l'égalité des chances et le mérite républicain. Nous récusons l'égalitarisme, le communautarisme et les quotas.

Nous respectons toutes les croyances mais nous refusons tout ce qui pourrait porter atteinte à l'égalité de l'homme et de la femme et à la laïcité.

Nous voulons que les droits soient assortis de devoirs et que ces devoirs soient respectés.

L'apprentissage de ces valeurs commence à l'école. L'école doit retrouver son statut de creuset de l'unité de la Nation, de source de la réussite de chacun.

L'égalité et la dignité passent par le travail.

Nous considérons le travail comme une valeur. Nous voulons que le travail soit encouragé et respecté et que chacun puisse vivre de son travail.

Nous ne souhaitons pas qu'il y ait moins de riches, mais moins de pauvres, moins de chômeurs, moins d'exclus. Nous voulons plus d'entrepreneurs, plus de créateurs.

NUMÉRO 58 ■ 3° TRIMESTRE 2012 41

Actualité | Les motions

LE GAULLISME, **VOIE D'AVENIR POUR LA FRANCE**

Nous défendons la liberté d'entreprendre, le respect de la propriété de chacun et le droit de transmettre à ses enfants le fruit de son travail. Mais nous voulons aussi la participation, l'association « capital-travail ». Le gaullisme a refusé la lutte séculaire entre l'organisation capitaliste et un système collectivisé et a mis en avant l'association capitaltravail, la participation. Elle doit devenir le moteur de notre économie de production.

Nous voulons la solidarité et la justice



Nous avons la conviction que l'Etat doit avoir une autorité qui au-dessus des corporatismes, des féodalités et des communa

sociale. Ceux qui ne peuvent travailler du fait de l'âge, la maladie, l'usure, doivent en bénéficier. Nous ne voulons ni de la lutte des classes ni de la guerre aux pauvres, mais nous récusons l'assistanat et les abus qui minent moralement la République.

Étre gaulliste, c'est défendre les institutions de la ve République.

Nous avons la conviction que l'État doit avoir une autorité qui le place au-dessus des corporatismes, des féodalités et des communautés.

Nous voulons un État avec moins de lourdeurs, moins de guichets, moins de bureaux. Mais nous récusons un État minimum qui ne pourrait plus rien faire, plus rien accomplir, plus rien entreprendre. Nous récusons le laisser-aller et le laisser-faire.

Nous voulons que les lois de la République soient appliquées à tous et partout. Nous récusons le laxisme et l'attention plus grande portée au délinquant plutôt qu'à la victime.

Nous voulons la décentralisation mais pas les principautés.

Nous ne voulons pas qu'entre l'Europe et les régions, un jour, il n'y ait plus rien. Nous voulons un État arbitre garant de l'équilibre des territoires et de l'égalité des chances et des droits de leurs habitants. Il faut renouer avec l'aménagement du territoire afin de compenser les handicaps et de préserver le dynamisme du monde rural.

Nous voulons un État stratège ayant une vision sur le long terme des évolutions du monde, des exigences de la puissance économique, politique et militaire de la France, de la cohérence nécessaire des efforts et des investissements. Les entreprises ont leur stratégie, mais elle se limite à leurs intérêts. L'Europe a sa stratégie mais elle risque d'ignorer les intérêts ou les besoins des entités territoriales.

Être gaulliste, c'est être attaché à la puissance, à l'influence et à la grandeur de la France.

Nous croyons que la France ne peut être la France sans la grandeur. Nous croyons à sa vocation universelle.

La France a des atouts importants, n'en déplaise à ceux qui la dénigrent systématiquement. Cinquième puissance économique mondiale, son indépendance énergétique grâce au nucléaire, son indépendance stratégique grâce à la dissuasion et à son armée professionnelle, sa capacité de production et d'exportation de denrée agroalimentaires, son

NUMÉRO 58 ■ 3º TRIMESTRE 2012





le place utés.

excellence dans des domaines du futur comme le spatial, l'aéronautique, les nanotechnologies, le savoir-faire des Français pour peu qu'on ne décourage pas leur créativité, la francophonie si on sait la promouvoir. Nos territoires d'outre-mer qui portent son image, ses intérêts et ses valeurs vers tous les continents donnent à la France de vraies perspectives.

Nous voulons redonner à notre pays, et à travers lui à chaque Français, la maîtrise de son destin.

Nous voulons être accueillants mais nous voulons préserver nos valeurs, notre culture, notre modèle de civilisations.

Nous voulons l'Europe, mais une Europe qui défend ses intérêts, qui défend ses valeurs, qui défend son mode de vie, qui ne s'ouvre pas sans contrepartie, qui ne s'en remet pas pour fixer son destin à la concurrence et aux marchés.

Nous voulons une Europe où nous décidons ensemble et nous récusons l'Europe des institutions supranationales qui déciderait de tout à la place du peuple français.

Nous récusons l'Europe fédérale qui ferait disparaître les nations.

Nous voulons relancer l'Europe de la défense. Nous voulons améliorer le fonctionnement des institutions avant de reprendre l'élargissement. Il faut retrouver l'adhésion des peuples en respectant l'identité, la souveraineté et les aspirations des nations.



Nous croyons que la France ne peut être la France sans la grandeur.



Nous ne voulons pas que les idées et les valeurs pour lesquelles nous nous sommes engagés en politique soient sacrifiées. De ces idées, de ces valeurs, nous ne devons pas hésiter à débattre au sein de notre mouvement. Notre famille politique n'en sortira pas affaiblie mais renforcée.

Avec vous, nous avons la conviction que les valeurs nationales et républicaines sont toujours déterminantes pour l'avenir et le renouveau. Nous aspirons à la restauration de l'autorité d'un État centré sur ses compétences régaliennes, à l'ardente obligation de défendre les valeurs républicaines de réussite, de travail, d'effort et de promotion au mérite.

Motion présentée par : Michèle Alliot-Marie, Roger Karoutchi, Henri Guaino, Patrick Ollier, Bernard Accoyer, Gérard Larcher...



NUMÉRO 58 ■ 3° TRIMESTRE 2012 43